

Conférence ministérielle du G8 sur le trafic transatlantique de cocaïne

Introduction de la deuxième table ronde :
« *Améliorer l'échange de renseignements
et la coopération policière, judiciaire et maritime* »

Paris - 10 mai 2011

Améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants en mer exige une coopération internationale étroite et efficace, une responsabilité partagée entre les Etats (cette question essentielle déjà évoquée ce matin).

C'est par une information mieux partagée, une coopération renforcée entre les services de police, les autorités judiciaires et maritimes de nos Etats que nous pourrons répondre aux enjeux majeurs de cette action contre le trafic de drogue par voie maritime.

Les conventions internationales, nous offrent déjà un cadre juridique approprié ; toutefois, leur mise en œuvre doit pouvoir être améliorée : le volume du trafic transatlantique de cocaïne démontre, en effet, que les trafiquants continuent de profiter d'une coopération internationale encore insuffisamment aboutie.

I. Je suis convaincu, et le choix du thème de cette table ronde, me conforte dans cette idée, qu'il nous faut intensifier nos échanges.

C'est grâce à une information plus fluide, plus régulière et interconnectée que nous serons en mesure d'opérer de véritables recoupements, d'identifier les navires qui se livrent à ces trafics et les circuits qu'ils empruntent, et évidemment de procéder à des interceptions en mer plus nombreuses.

Multiplier ces interceptions, c'est l'opportunité de neutraliser des quantités souvent très importantes de produits stupéfiants, avant même qu'ils ne soient « disséminés » sur le territoire de chacun de nos Etats. C'est en agissant en amont que nous lutterons plus efficacement contre le trafic de drogue dont nous subissons les conséquences.

II. Cette action en amont ne prendra toute sa consistance que si nous améliorons les suites judiciaires des opérations en mer, en nous donnant les moyens d'une réponse pénale plus systématique et plus efficace.

1. Les trafiquants de drogue, notamment ceux qui acheminent la cocaïne à travers l'océan Atlantique, doivent répondre de leurs actes devant les juridictions de nos Etats, aussi souvent que possible.

Les conventions internationales applicables à ces trafics contiennent des « mesures appropriées » pour parvenir au jugement des auteurs de ces faits. Elles doivent être, en priorité, au fondement de l'action pénale de nos Etats.

Nous devons développer les mécanismes procéduraux propres à garantir le bon déroulement des poursuites pénales et à juger les auteurs de ces faits dans le respect des exigences de l'Etat de droit.

2. La question d'une coopération accrue entre Etats dans la prise en charge des suites judiciaires des saisies en mer doit retenir toute notre attention. C'est à cette condition que nous pourrons remplir au mieux les objectifs recherchés.

Ces opérations en mer sont délicates, et supposent la mobilisation de moyens importants qui va s'intensifier sous l'effet du renforcement de notre action ; les contraintes qui pèsent sur les services seront naturellement accrues par l'intensification des interventions en mer. Il faut anticiper les besoins et prévoir des moyens adaptés, faute de quoi nous ne pourrions garantir la pleine efficacité de notre coopération.

La première des contraintes résulte de l'éloignement du lieu de la saisie, ces opérations se déroulant souvent dans des zones maritimes où aucune souveraineté ne s'exerce. Cet éloignement peut constituer un obstacle à la mise en œuvre de poursuites pénales efficaces.

La responsabilité partagée des Etats sera l'une des clés de la réussite de notre action. En matière pénale, l'exercice des poursuites consécutives à ces saisies ne

saurait incomber uniquement à l'Etat du pavillon du navire ayant participé au trafic ou à l'Etat qui l'a intercepté à la demande ou avec l'autorisation du premier.

3. Il me semble que deux pistes pourraient être dès à présent explorées, et soumises au débat afin de garantir une réponse pénale ferme et coordonnée de l'ensemble des Etats concernés.

- Tout d'abord, afin de faciliter l'application des conventions internationales, nous pouvons envisager une négociation plus systématique d'accords, bilatéraux ou régionaux. L'existence de tels accords multiplieront les possibilités de nous répartir la responsabilité de la réponse judiciaire à ces faits.
- Ensuite, nous pourrions développer des mécanismes qui permettent de mutualiser le traitement judiciaire des suites d'un arraisonnement : en dissociant, par exemple, la prise en charge des équipages impliqués, du navire utilisé et de la cargaison illicite – ce qui améliorerait l'efficacité des poursuites tout en préservant les capacités opérationnelles.

4. Réprimer ces faits ne saurait, bien évidemment, se limiter à la poursuite des seules personnes appréhendées au cours des opérations d'arraisonnement.

Les procédures d'enquête doivent nous permettre, autant que faire se peut, de remonter les réseaux et d'identifier les donneurs d'ordres. La tâche n'est pas simple, car leurs moyens d'échapper à la vigilance de nos Etats sont considérables : ils vont désormais jusqu'à affréter des engins submersibles pour passer transatlantique des quantités très importantes de cocaïne.

Identifier, saisir et confisquer leur patrimoine doivent être des objectifs centraux de ces procédures d'enquête. C'est, en effet, par une réponse globale et coordonnée que nos actions de lutte contre le trafic de stupéfiant pourront véritablement produire leurs effets.